

Cérémonie des vœux à la population

Mesdames et messieurs, chers amis,

Notre cérémonie des vœux est un moment chaleureux, comme un entraînement collectif pour se donner de l'énergie en début d'année. Les rituels ont cela de bon qu'ils nous obligent à prendre le temps pour renouveler notre inspiration et avancer. Je suis heureux de vous accueillir en cette salle Raphaël-de-Barros où vous êtes nombreuses et nombreux cette année encore, ce qui augure favorablement et même positivement des liens, des collaborations, des croisements qui s'exerceront en 2019 à Villeurbanne.

Au moment où nous célébrons l'année nouvelle, notre pays traverse une crise avec peu de précédents dans l'histoire de la République. Des analystes la comparent tantôt à Mai 68, tantôt aux Trois Glorieuses, tantôt à la Révolution. **Cette crise porte un peu de chacune de ces histoires sans ressembler précisément à aucune d'elles.** La révolte des gilets jaunes traduit des interrogations, des angoisses et une colère revêtant des formes qui peuvent sembler contradictoires: entre pacifisme et violence, entre espérance et désenchantement, entre citoyenneté retrouvée et pensées extrêmes.

Certaines revendications touchent profondément. Des actes interrogent ou apparaissent effrayants. Des paradoxes sont déroutants. Plus de service public et moins d'impôt, plus de solidarité et moins de taxes pour la financer, plus de nature et moins de distance avec la ville, plus de ville et moins d'urbain, plus de proximité sans les contraintes de la proximité.

Alors comment faire? On peut s'étonner du caractère composite de ce mouvement, sorti de nulle part et venu de partout. On peut s'en moquer, on peut l'ignorer ou encore assurer ne rien y comprendre pour justifier de ne rien faire. Je crois au contraire que c'est au cœur de ces paradoxes que doit se porter notre réflexion. Car c'est du cœur de ces paradoxes qu'une autre société peut surgir.

L'enjeu des mois et des années qui viennent ne sera pas d'édicter un nouveau monde dans la seule opposition à un ancien monde aux pratiques jugées obsolètes. Ce discours mène plus au chaos qu'à une société nouvelle, en particulier quand ce discours repose sur des méthodes descendantes voire condescendantes. **C'est en répondant à la question « comment bâtir une société »**

- » plus juste? » — et n'est-ce pas là un grand débat? — que nous imaginerons un nouveau « contrat social et citoyen » pour vivre ensemble au XXI^e siècle. À Villeurbanne, ville des utopies réalisées, il existe à la fois une antériorité et une réserve d'ambitions pour relever trois défis propres à réinventer notre société: défi des solidarités nouvelles, défi d'une nouvelle démocratie, défi d'une nouvelle organisation territoriale. C'est ce dont j'ai envie de vous parler ce soir.

Inventer de nouvelles solidarités, d'abord.

Nous serions, nous dit-on, arrivés au bout de l'idée de progrès social. Comment développer pareille vision quand des familles n'ont plus d'argent pour vivre au 15 du mois?

À Villeurbanne, le revenu médian par habitant, quoique en hausse, reste inférieur à celui de la Métropole et à celui de la France. Le taux de pauvreté est supérieur de 4 à 5 points par rapport aux territoires métropolitain et national. Quant aux aides du CCAS, elles ont augmenté d'un tiers depuis le début de ce mandat. Une part de la population souffre socialement.

Mécaniquement, à Villeurbanne comme ailleurs, si nous ne faisons rien, le développement métropolitain peut conduire les habitants plus modestes à ne plus trouver de logements accessibles ou de services à la taille de leur porte-monnaie. De cette situation, nous ne voulons pas. Aussi, nous nous efforçons de trouver des solutions pour tous, consolidant un modèle de société ouvert et partagé où si l'argent existe, il n'est pas le roi et il ne fait pas la loi.

C'est pourquoi nous agissons sur le logement, sur la santé, sur l'écologie, car ces trois grands sujets de vie peuvent aussi devenir des indicateurs du basculement dans la pauvreté.

26 % de logements sociaux: nous tenons cet objectif d'arrache-pied. Aucun d'entre nous n'ignore le pourcentage toujours plus fort de la part logement dans le budget global du ménage. C'est l'un des premiers vecteurs d'appauvrissement de la famille, à moins de fuir à 50 km du centre-ville, dans ce double phénomène de bannissement géographique et de ségrégation sociale. Dans notre contexte français de désespérance sociale, la baisse des allocations logement, tout comme l'affront fait aux bailleurs sociaux, est venu en rajouter là où il aurait fallu renforcer le pouvoir d'achat des plus fragiles en confortant les aides aux logements. Car, en s'additionnant au manque de ressources des familles, ces mauvaises mesures de l'État ont contribué à les étrangler davantage encore.

Sur la santé — et il faut savoir que les dépenses de santé sont parmi les premières sacrifiées quand la précarité est là —, nous tentons de proposer une offre de soins complète. Il y a bien sûr le Médipôle, bâtiment-phare et équipement hospitalier, qui vient juste d'ouvrir ses portes, et pour lequel notre mobilisation a été déterminante. Il y a aussi ce qui se voit moins et que nous encourageons. Je veux parler de la Maison pluriprofessionnelle de santé aux Buers, de la Maison médicale de garde qui doit voir le jour, du service municipal de santé scolaire qui bénéficie à tous les enfants, des tarifs d'urgence en restauration scolaire car déjeuner à midi signifie bien s'alimenter, donc aider un enfant à grandir. Je veux évoquer aussi des opérations comme « En forme dans nos quartiers » ou « Sport sur ordonnance » nous encourageant tous à faire de l'exercice pour entretenir notre capital forme et santé.

Sur l'écologie, la transition à laquelle nous sommes tous appelés ne pourra pas se faire en s'opposant au social. Si nous voulons changer de cap collectivement, l'écologie devra très vite devenir non plus moralisatrice et contraignante mais enthousiasmante. À Villeurbanne, nous jouons cette carte avec de multiples initiatives: rénovations énergétiques dans les écoles et les logements, présence

» de producteurs bio et locaux sur les marchés, plantations d'arbres pour réaliser des îlots de fraîcheur en été et atténuer le paysage urbain encore très minéral. **Voilà ce qu'est la solidarité: loin, très loin, des poncifs — entre la « France assistée » du président de Région et le « pognon de dingue » du président de la République —, des poncifs inutiles car ils ne règlent rien.** Ils contribuent seulement à dresser les citoyens les uns contre les autres, au moment où la société tout entière a besoin de se serrer les coudes.

Deuxième grand défi, inventer la démocratie qui est, elle aussi, en très grande souffrance.

Jugée impuissante face à la mondialisation et aux pouvoirs supranationaux de la finance, elle a besoin de souffle.

En préalable à mon propos, j'aimerais apporter une précision: si la mairie de Villeurbanne facilitera et permettra au « Grand Débat » de se dérouler, comme le souhaitent le président de la République et le gouvernement, elle ne le fera pas à la place de l'État.

C'est l'État qui s'est fourvoyé. C'est à l'État d'agir.

Car l'État ne peut pas, d'un côté, mépriser les élus locaux et d'un autre côté, leur demander de régler la crise qu'il a lui-même engendrée. L'État ne peut pas porter le discrédit sur la représentation locale et, dans le même temps, lui demander de s'engager pour colmater la brèche de sa propre inefficacité.

À Villeurbanne, la démocratie à laquelle nous croyons s'appuie sur des élus mobilisés. Nous avons encore une belle idée de la démocratie représentative, tout en sachant qu'elle ne peut pas tout. Elle doit être enrichie par une sollicitation régulière des habitants, non par réaction comme le sont les cahiers de doléances, mais dans une action pérenne et sereine. **Dans notre ville, cette participation prend déjà des formes diverses.** Par exemple, concertation aux Buers sur l'évolution du quartier et sur le projet de rénovation urbaine. Tables citoyennes pour associer la population à la construction des politiques publiques. Échanges de long terme sur les rythmes scolaires où les enfants ont été associés. Jury citoyen sur le sujet de l'accueil. Grand débat sur le cannabis qui a débuté mi-décembre. Tables rondes, franches discussions, recours aux outils numériques et aux réseaux sociaux: de nombreux moyens sont déployés, tous facilitant l'expression, non pas d'un groupe en particulier, mais de tous les groupes qui constituent la ville.

De nombreux acteurs sont parties prenantes de ce dialogue. Je pense notamment aux conseils de quartier et aux associations, qui sont ce qu'on appelle des corps intermédiaires! Il n'y a pas si longtemps, on a voulu nous faire croire que ces relais n'avaient plus d'intérêt. On a voulu ringardiser leur rôle et minimiser leur apport. Le bon État, l'État moderne, l'État du nouveau monde s'affranchirait de toutes les courroies pour être en contact direct avec les citoyens. Cette conception du pouvoir a quelque chose de monarchique qui, pour le coup, relève d'un monde très ancien. À Villeurbanne, c'est l'inverse que nous encourageons.

Vous, qui êtes ici ce soir, êtes la preuve que l'intelligence collective existe. La démocratie à laquelle je crois est devant moi, assurément avec vous.

La démocratie, ce sont aussi des rendez-vous électoraux. En mai, nous serons



» appelés à nous rendre aux urnes pour les élections européennes. De l'Europe, je dirais qu'il faut en combattre la tentation et la dérive technocratiques, renforcer sa dimension humaine et politique, cultiver ses valeurs. N'y a-t-il pas plus beau projet que la devise européenne « Unis dans la diversité »? C'est là l'idée de la politique que nous défendons à Villeurbanne avec constance et détermination. L'Europe peut encourager de belles initiatives. J'en citerai deux.

D'abord, le projet que nous appelons l'Autre soie. Dans le quartier en mutation du Carré de Soie, sur le site de l'ancien IUFM, le projet réunira de l'habitat social, des logements pour étudiant, de l'hébergement d'urgence, un pôle culturel avec le CCO et une salle de concert, des activités de l'économie sociale et solidaire. Ce projet est à lui seul un concentré d'idées audacieuses et de méthodes inédites et il est financé par l'Europe. Ensuite, souvenons-nous: c'est l'Europe qui a été à l'origine de notre engagement dans la lutte contre toutes formes de discriminations. Par son impulsion, l'Europe nous a permis de devenir une ville à la pointe sur ce sujet central dans la crise actuelle. **C'est de cette Europe dont nous avons besoin. C'est cette Europe que, pour ma part, j'encouragerai contre les replis nationalistes et les incantations néolibérales.**

Troisième défi, inventer une nouvelle organisation territoriale.

Avec la création de la Métropole, quelques-uns ont pu croire qu'une grande collectivité sur un grand territoire serait plus forte que les énergies cumulées des communes originelles. Si le constat n'est pas faux, il est réducteur, en particulier quand il tend à oublier le passé, le tempérament, les habitudes de chacune de ces communes. À trop vouloir organiser et rationaliser au nom de l'efficacité, le risque existe d'affaiblir l'échelon municipal, le plus en proximité, et de se couper définitivement des citoyens.

Car les citoyens, même s'ils comprennent la métropolisation et même s'ils lui sont plutôt favorables, restent attachés à des élus qu'ils connaissent, à des mairies proches de chez eux, à des solutions non pas prises d'en haut mais avec eux dans la compréhension de leur vie quotidienne. Ils ont besoin d'humanité, de respect, de bienveillance. Or le même reproche est aujourd'hui adressé à l'Europe et à la Métropole. Trop lointaines. Trop distantes. Trop technocratiques. Nous avons bien noté et même apprécié les efforts de l'actuel président du Grand Lyon pour améliorer le lien avec les habitants, pour investir une dimension sociale jusque-là quasiment ignorée, pour travailler avec les élus et services municipaux. Mais le contrat entre le Grand Lyon et les communes tel qu'il est proposé dans la loi n'est pas satisfaisant. D'une part, il ramène la relation avec les communes à une sorte de vassalisation. D'autre part, il a été conçu pour appliquer le modèle dit lyonnais partout, c'est-à-dire pour poser le calque de la ville-centre, sur les communes du territoire métropolitain, inhibant toute initiative, supprimant toute diversité et tout relief.

Ainsi lancée, la Métropole risque de devenir demain une machine à exclure, créant de la richesse en son cœur, repoussant à la périphérie de la périphérie la différence et la misère, produisant des barrières symboliques en ses extrémités, faisant des maires des marionnettes désarticulées.

On nous dit que la métropolisation serait l'avenir, que son mouvement serait inexorable, qu'on ne pourrait plus l'arrêter. Je crois au contraire qu'il nous



» revient de ralentir le galop de cet animal, quelquefois jugé arrogant et brutal. **Aujourd'hui, des approches novatrices sont intéressantes : je pense par exemple à celle qu'on appelle le municipalisme.** Le mot n'est pas très beau et sa consonance est en dessous des espérances qu'il porte. Pour autant, ce mouvement mondial fait ressortir l'échelon communal comme l'échelon du jaillissement d'idées et de la démultiplication des actions, en réunissant proximité, imagination et expérimentation. C'est bien ce que nous recherchons dans notre ville. Et c'est bien ce que nous faisons.

À Villeurbanne, par la diversité des acteurs et des citoyens, par leur créativité, par les espaces et les passerelles qu'ils trouvent ici pour faire fructifier leurs projets — et souvent plus ici qu'ailleurs —, par l'implication des élus qui sont à la fois des éclaireurs et des médiateurs, nous additionnons les expériences, les pistes pour l'avenir qui peuvent inspirer le débat local, métropolitain et national. Comme Ulysse, nous nous boucherons les oreilles pour nous protéger du chant des sirènes du néolibéralisme, nous tiendrons le cap d'une ville qui se modernise en faisant de l'innovation sociale le moteur de ses choix. Vous pouvez compter sur nous. Vous pouvez compter sur moi. Que 2019 nous permette de faire fleurir nos convictions. Bonne et heureuse année à toutes et tous.

Jean-Paul Bret
maire de Villeurbanne